
Le fond de l'abîme ?

Réflexions sur la crise de l'enseignement supérieur Libanais

Vice-président de la FUCE, P. Michel Jalakh, Recteur de l'Université Antonine

Assemblée générale de la FUCE – Barcelone 11-13 novembre 2021

I. Petite histoire du grand déclin

Premier pays arabe à avoir connu un enseignement supérieur moderne, le Liban fut pour longtemps la capitale universitaire du Moyen-Orient, et ce grâce à la présence relativement ancienne des missions religieuses chrétiennes. En effet, deux de nos universités sont plus anciennes que l'État du Grand Liban lui-même (proclamé en 1920) et l'indépendance du pays (déclarée en 1943), à savoir *l'Université Américaine de Beyrouth* « évangélique » et *l'Université Saint Joseph* « catholique » et dont le Recteur participe à la conférence. Avec l'Université Libanaise, seule institution publique d'enseignement supérieur, et quelques autres consœurs pas plus nombreuses que les doigts de la main - elles façonnèrent le Liban d'avant-guerre notamment par la formation de son élite professionnelle, sociale et politique. Elles contribuèrent activement à l'enseignement des femmes et à la construction d'une société moderne aux idéaux méritocratiques, dotant le jeune Etat d'une assise sociale et intellectuelle.

1.1. Guerre civile (1975 – 1990)

Durant la guerre (1975-1990), le secteur de l'enseignement supérieur fut marqué par deux mesures phares : la décentralisation moyennant l'implantation de campus régionaux pour répondre au démantèlement territorial et démographique du pays, et la suspension de plusieurs filières de troisième cycle menacées dans leur qualité et crédibilité.

1.2. Deuxième République libanaise (1990 –)

La guerre civile prit officiellement fin en 1990, et sous l'impulsion des politiques néolibérales des gouvernements successifs le nombre des établissements d'enseignement supérieur explosa, atteignant en 2020 cinquante établissements et plus de cent campus sur un territoire de 10,000

Km² (beaucoup moins étendu que celui de la moitié de l'île de la Sicile). Parmi les nouveaux-venus, il y eut sans doute des « âmes bien-nées », mais aussi d'autres « ignobles » appelées au fil des années des « universités axées sur le marché », ou encore « marchands de diplômes », et qui firent pâlir l'image jadis rayonnante du secteur en compromettant sa réputation et sa crédibilité. Face à ce chaos toléré voire encouragé par les instances publiques, lesquelles s'abstenaient de toute intervention décisive pour distinguer le bon grain de l'ivraie, et retardaient expressément la mise en place d'une Agence nationale pour l'assurance qualité, les universités dignes de ce nom firent à leur propres frais et dépens, le pari de la qualité. C'est ce qui, malheureusement, explique le fait que ce n'est guère au soutien gouvernemental que l'on doit les exploits de nos institutions, mais plutôt à leur volontarisme.

À la veille de la crise qui éclata à partir d'octobre 2019, ces universités avaient un haut degré d'internationalisation et une réputation solide en matière de promotion de l'employabilité, et ce en plus de leurs progrès remarquables en matière d'innovation pédagogique, de recherche et d'assurance qualité.

Ces progrès ont évidemment nécessité d'énormes investissements dans les bâtiments, les infrastructures, la formation et rétention du capital humain etc. Ceci est d'autant plus admirable qu'il se faisait sans soutien véritable de la part de l'Etat, voire malgré les entraves que constituent la lenteur législative et administrative et l'absence de données publiques concrètes concernant le marché du travail et les besoins de l'économie.

1.3. Dégradation

Tout cela se faisait alors que nous ressentions tous la précarité de la situation. Mais n'est-ce pas parce que nous, Libanais et chrétiens, savons vivre et réussir en dépit de la précarité que nous sommes connus pour notre amour de la vie et notre résilience ? Oui, la crise économique se profilait à l'horizon, nos chercheurs n'ont eu de cesse de l'annoncer depuis la fin des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, mais le mythe du Phénix, pièce centrale de l'imaginaire collectif, est inoxydable, il continuait à doper les esprits, même ceux les plus critiques. Et le marché de l'éducation continuait à être régi par « l'impératif olympique » de toujours faire mieux, plus, et plus vite, dans

l'espoir peut-être que nos bonnes intentions nous valent l'absolution de celles maléfiques de nos dirigeants politiques et assouplissent ne serait-ce qu'un peu le destin qui nous attendait.

Par cette croissance accomplie contre vents et marées, le secteur offrait un exemple éloquent du potentiel d'excellence et de résilience contenu dans l'économie libanaise. En effet, à la veille de la catastrophe déclenchée en octobre 2019, la rapport McKenzie soulignait la nécessité de faire de l'enseignement supérieur l'un des chevaux de bataille du redressement économique du pays, et d'augmenter la capacité d'accueil international de ses universités les plus prestigieuses, pour créer une économie du savoir et sortir le pays des mirages et engrenages de l'économie de rente.

On l'attendait, cet effondrement inévitable, mais force est de reconnaître qu'il fut plus rapide et plus violent que nos pires prévisions. Nous nous sommes rendu compte que notre maison libanaise était en réalité construite sur le sable, et que « la pluie est tombée, les torrents sont venus, les vents ont soufflé et se sont rués sur cette maison, et elle s'est écroulée. Et grande a été sa ruine ! » (Mt 7:27).

Nous voilà face à un désastre protéiforme engloutissant tous les recoins de notre vie, et ne nous laissant qu'une seule certitude : la crise ne connaîtra pas de solution rapide, nous aurons à vivre dans ce paysage macabre pour une période d'au moins quelques années.

Comment penser désormais la situation du secteur et les conditions de sa survie ?

II. Pauvreté multidimensionnelle et exode massif

Bien que le Liban n'ait pas connu de « printemps arabe », il était néanmoins loin d'être à l'abri des contrecoups de tous les « printemps » qui ont proliféré au Moyen-Orient. Le fardeau de l'afflux de réfugiés syriens depuis 2011, à quoi s'ajoute celui des réfugiés palestiniens installés au Liban depuis 1948 et 1967, tous deux représentant plus de la moitié de sa population, soit la plus grande concentration de réfugiés par habitant dans le monde – et aussi surprenant

soit-il, personne n'en parle, comme s'il s'agissait d'un problème interne libanais classique – étaient devenus trop lourds à porter, le Liban ne pouvant plus supporter ce poids. En outre, l'incurie administrative et la corruption systémique perpétrées depuis les années 1990, le manque d'infrastructures (tels l'électricité, l'eau, le gaz, la sécurité sociale, l'assurance maladie, etc.), le grave déficit de la balance commerciale, la crise socio-économique et financière prolongée, la pandémie de la covid-19, etc., tous ces facteurs réunis ont non seulement conduit à l'explosion au port de Beyrouth en août 2020, mais aussi à « l'explosion » du pays tout entier.

Selon le rapport de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (Cesao-Escwa) paru en septembre 2021, le Liban a sombré dans une pauvreté multidimensionnelle : 82% des Libanais en sont affectés, 74 % vivent sous le seuil de pauvreté, 63 % sont des étudiants universitaires, et 87% des étudiants qui ont les plus bas niveaux de scolarisation.

Sans plan d'aide, une génération entière est menacée de décrochage universitaire, d'appauvrissement drastique, d'insécurité sociale, et de toutes les dérives qui en découlent. Selon le dernier rapport de l'Observatoire économique (ou LEM pour *Lebanon Economic Monitor*) de la Banque mondiale publié en 2021, la crise économique et financière qui frappe le pays est probablement l'une des dix, voire l'une des trois pires crises que le monde ait connu depuis le milieu du XIXe siècle. Cette édition fut d'ailleurs intitulée « Le naufrage du Liban : top 3 des pires crises mondiales »¹.

Avec le chômage montant en flèche (selon la Banque mondiale, 20% des personnes auraient perdu leur emploi depuis octobre 2019, et 61 % des entreprises ont réduit le nombre d'employés de 43% en moyenne) et les projections relatives à la durée de la crise leur ôtant tout espoir, 77% envisagent sérieusement de quitter le pays.

Avec l'augmentation inévitable des frais de scolarité, la hausse exorbitante du prix des carburants, et l'absence d'un système de soutien, cette hémorragie ira

¹ <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/lebanon-economic-monitor-spring-2021-lebanon-sinking-to-the-top-3>

en s'aggravant et condamnera la société au vieillissement et l'économie à l'échec irréversible. Mais cette hémorragie ne touche pas uniquement les étudiants. Selon le rapport de *l'Observatoire de la crise libanaise* de l'Université Américaine de Beyrouth, nous vivons actuellement le début d'une troisième vague d'émigration massive². Elle est particulièrement aigue dans certains secteurs professionnels qui ont fait jadis la réputation du Liban voire sa raison d'être, à savoir la santé et l'éducation. Selon la même étude, des centaines d'enseignants sont partis vers l'Amérique du Nord, l'Europe et les pays du Golfe l'année dernière. À elle seule, l'Université Saint-Joseph a perdu 412 enseignants durant les deux années académiques passées, ce qui équivaut à 38 % de son corps enseignant, et 17% de son corps administratif, et ce en dépit des ajustements salariaux qu'elle a faits pour renforcer la rétention.

Dans les universités aux revenus et salaires moins importants, la situation est semblable, sinon pire encore. Aucune n'a les moyens financiers nécessaires à la mise en place d'un plan de rétention efficace. Les enseignants ont vu leurs salaires perdre 80% de leur valeur, leurs pensions fondre, et en plus ils ont été sollicités pour faire du travail supplémentaire au début de la crise pour remplacer les vacataires. Le métier d'enseignant universitaire n'est plus celui attractif de jadis. L'Université Antonine, à titre d'exemple, a perdu 58% de son corps enseignant et 29 % de son corps administratif durant les deux années académiques passées. Une situation qui s'est généralisée à presque l'ensemble de nos universités catholiques. Il y a là une menace sérieuse pour la qualité de l'enseignement et de la recherche, et pour l'attractivité voire la survie de l'institution.

III. Réactivité et impuissance

En bref, le secteur qui était jadis l'emblème de la fierté nationale est actuellement à bout de souffle. La détresse de nos universités privées comptant quelques 120.000 étudiants, des milliers d'enseignants et d'employés tous fragilisés par la crise, et se battant pour continuer à accomplir

² Le rapport en question rappelle que le premier grand exode a eu lieu entre 1865 et 1916, avec le départ d'environ 330 000 personnes. Le deuxième mouvement a eu lieu durant la guerre civile (1975-1990), avec environ 990 000 départs.

leur mission, est l'image iconique de l'agonie du Liban que nous connaissons. Mais ces mêmes universités peuvent aussi constituer la preuve que le redressement est possible, si elles bénéficient d'un soutien stratégique.

Ceci pour dire, sans masques ni gants, que le secteur ne pourra pas se redresser par ses moyens propres. Il s'essouffle déjà par l'effet de ses efforts de survie. En effet, au lendemain de l'explosion du port de Beyrouth (Aout 2020), les recteurs et présidents des 11 universités privées les plus prestigieuses annoncèrent leur engagement « à ne jamais abandonner Beyrouth et le Liban, et à ne pas décevoir notre société en ces temps sombres et tout au long des prochaines années qui pourraient être difficiles ». Mais ce volontarisme ne suffit plus, car en plus du lourd déficit dû à l'incapacité de bon nombre de nos étudiants à payer leurs droits de scolarité, nous avons le problème du contrôle des capitaux, ces restrictions très rigoureuses sur l'emploi et le transfert des fonds imposées par les banques. Nous sommes dans l'incapacité de transférer à l'étranger les paiements nécessaires pour le renouvellement de nos abonnements aux différents systèmes informatiques et aux bases de données scientifiques.

Plusieurs études annoncent déjà le rétrécissement du secteur, et la fermeture de plusieurs institutions.

IV. Sauver l'avenir

Sauver l'enseignement supérieur c'est contribuer à sauver le sel et la levure du Liban de demain, voire garantir que le Liban ait encore des lendemains dignes d'être attendus.

Sauver l'enseignement supérieur libanais c'est sauver les jeunes dans leur pays, là où nous avons besoin d'eux.

Oui, nous avons besoin de notre jeunesse qualifiée pour avoir la possibilité de nous relever un jour. C'est en eux que nous plaçons le peu d'espoir qui nous reste pour réformer nos institutions et pour construire un Etat de droit à la

place du « monstre ingouvernable »³ qu'est le Liban actuellement, tel que décrit par le journal *Le Monde*.

À ce stade, nulle place pour un optimisme candide fait de *wishful thinking* et de châteaux en l'air. À ce stade, nous nous trouvons confrontés à une question brûlante : Que pouvons-nous espérer ? Il nous faut savoir ce que l'on peut légitimement espérer pour savoir ce que l'on est en droit de promettre : à nos étudiants, à nos enseignants et employés, à nos partenaires internationaux qui nous viennent en aide dans la mesure du possible, et à notre société martyrisée.

Telle est la tâche messianique que tout leader universitaire au Liban est appelé à assumer : Mobiliser toutes les ressources et les bonnes volontés pour construire une espérance lucide et viable, pour que le « petit troupeau » qui nous est confié puisse écouter, dans le tumulte du cataclysme, le Seigneur le consoler et lui dire ; « Prenez courage, j'ai vaincu le monde » (Jean 16 :33).

³ Voir « Liban : l'État, monstre ingouvernable ». Éditorial du *Monde*, 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/30/liban-l-etat-monstre-ingouvernable_6061646_3232.html